

# L'ONU demande plus de protection sociale

Par Cyrille Lachèvre  
24/03/2011



Michelle Bachelet est actuellement missionnée par les Nations Unies. Crédits photo : © Eliseo Fernandez / Reuters/REUTERS

## L'ancienne présidente du Chili Michelle Bachelet s'est rendue à Paris pour sensibiliser le G20 sur ce thème.

Accroître significativement le niveau de protection sociale dans tous les pays, riches ou pauvres. À l'heure où le monde se remet d'une crise économique particulièrement violente, les Nations unies pressent leurs membres de se pencher sérieusement sur le sort de leurs populations les plus défavorisées. Dans ce cadre, l'ancienne présidente du Chili Michelle Bachelet a été mandatée, à l'été 2010, pour animer un groupe d'experts chargés de faire des propositions concrètes afin de définir à l'échelle mondiale un socle commun.

De passage cette semaine à Paris, où elle a rencontré plusieurs ministres - Xavier Bertrand (Emploi), Christine Lagarde (Économie) et Alain Juppé (Affaires étrangères) - ainsi que des représentants syndicaux - François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO) -, Michelle Bachelet a précisé les contours de ce rapport attendu mi-2011. «Nous présenterons plusieurs études de cas, afin de montrer aux pays en développement ayant la volonté mais pas forcément les moyens financiers comment leurs voisins dans le même cas ont réussi à améliorer leur protection sociale.» L'objectif est que chaque pays adopte un plancher minimum de protection sociale, aussi bien en matière d'éducation, d'accès aux ressources énergétiques ou d'emploi. «Il ne peut y avoir de solutions universelles, chaque pays devra faire en fonction de ses besoins et de ses capacités», précise Martin Hirsch, l'ancien haut-commissaire aux Solidarités actives, seul Français membre du groupe de travail.

### Fonds de soutien

Pour autant, «ce rapport n'est pas destiné à finir sur une étagère de l'ONU», assure Michelle Bachelet. Plutôt que de menacer les États avec un bâton, le principe serait celui de la carotte: des fonds gérés par la communauté internationale seraient rendus disponibles aux pays souhaitant s'en servir pour financer leur développement social. Où trouver l'argent? C'est l'un des enjeux du G20. «L'idée de taxer les transactions financières, portée par la France, semble une voie à explorer», explique Michelle Bachelet qui attend de la présidence française des gestes forts. La France elle-même ne peut faire l'économie d'une réflexion en la matière. «Notre pays dépense 30% de son PIB pour financer la protection sociale, ce qui en fait l'un des plus avancé au monde», souligne Martin Hirsch. «Pour autant nous sommes perfectibles: pourquoi ne pas mettre en place, par exemple, un bouclier sanitaire, plafonnant les dépenses sociales des ménages les plus modestes?»